**Le monde a peut-être besoin d'un peu de "Kamlangjai" (inspiration du cœur)**

Par le Dr. Phiset Sa-ardyen

 Directeur exécutif de l'Institut thaïlandais de la justice (TIJ)

Dans le monde de plus en plus globalisé d'aujourd'hui, où les nouvelles de tous les coins sont rapportées en un clic, nous sommes souvent inondés par une myriade de problèmes auxquels l'humanité est confrontée. Parfois, la pléthore de gros titres négatifs peut nous amener à nous demander si notre monde devient de plus en plus tumultueux ou si nous sommes simplement mieux informés grâce aux progrès de la technologie de l'information numérique. Néanmoins, l'idée que le monde n'a jamais dépassé son passé, avec des problèmes tels que l'inégalité des sexes, la pauvreté et les abus sexuels constamment signalés, peut facilement laisser un sentiment de découragement et de manque d'inspiration.

L'avènement de l'ère de l'information numérique a toutefois contribué à attirer l'attention sur diverses questions, notamment le mouvement #MeToo, qui a pris de l'ampleur après un tweet en 2017, exposant la violence sexiste et le harcèlement auxquels les femmes sont confrontées dans le monde entier.

Mais loin des yeux du grand public, il reste une énormité de problèmes auxquels les femmes sont confrontées au XXIème siècle. Certains problèmes sont désespérément perpétuels, et persistent derrière des portes verrouillées.

En 2021, l'organisation Penal Reform International a signalé une augmentation de 17 % du nombre de femmes incarcérées dans le monde depuis 2010. Dans des établissements historiquement conçus pour les hommes, les femmes incarcérées sont oubliées et sont exposées à un large éventail de problèmes spécifiques aux femmes, notamment la grossesse, le manque de soins de santé adaptés à leur genre, la violence et les abus mentaux et sexuels. Un fait souvent passé sous silence est que de nombreuses femmes détenues n'ont commis que des infractions mineures et sont souvent elles-mêmes victimes d'abus. Compte tenu de l'absence de droits humains accordés à ce groupe de femmes dans le monde entier, il est possible que les paroles de Nelson Mandela restent vraies : "On dit que personne ne connaît vraiment une nation tant qu'on n'est pas entré dans ses prisons. Une nation ne devrait pas être jugée sur la façon dont elle traite ses citoyens les plus éminents, mais ses citoyens les plus démunis".

Dans un contexte de désespoir et de négligence tacite, on dit souvent que l'on peut toujours trouver de l'espoir et de l'inspiration. Par une journée d'été de juillet 2001, une détenue de l'Etablissement Pénitentiaire Central pour Femmes de Bangkok (Central Women’s Correctional Institution) a raconté à une jeune femme en visite les soucis qu'elle avait à élever son enfant en prison. Les difficultés et la vulnérabilité de la détenue, ainsi que le manque de soins et d'opportunités pour l'enfant innocent, ont marqué la jeune visiteuse, Son Altesse Royale la Princesse Bajrakitiyabha Mahidol de Thaïlande.

Après avoir obtenu un doctorat en droit (J.S.D.) de la Cornell Law School et acquis une grande expérience de la justice pénale et de l'État de droit en travaillant comme procureur général en Thaïlande, la princesse a lancé le "Kamlangjai Project" (projet Inspire) en Thaïlande sur ses fonds personnels en 2006. Fondé sur le principe de la défense des droits de l'Homme, ce projet a permis pour la première fois à des femmes et des détenues enceintes de bénéficier d'une assistance et d'un soutien pour toute une série de questions liées à leur genre, telles que la grossesse, les soins de santé et la garde d'enfants, afin de leur permettre d'élever leurs enfants de manière convenable.

Au fil des ans, le programme a été mis en œuvre dans divers établissements pénitentiaires de Thaïlande et s'est engagé dans une approche à long terme visant à inciter des milliers de détenues à réintégrer la société, grâce à une approche axée sur le développement et fondée sur la philosophie de l'économie de suffisance (SEP) de Sa Majesté le Roi Bhumibol Adulyadej le Grand.

Les effets du projet Kamlangjai ne se sont pas limités à la Thaïlande. Ayant défendu les droits des personnes vulnérables à la fois en tant que procureur et diplomate, il a été reconnu que le changement pour les femmes ne peut être réalisé que si les sphères sociale et juridique évoluent en tandem.

En 2008, la princesse a présenté le projet Kamlangjai en marge de la 17e session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale (CCPCJ) aux Nations unies à Vienne, déclenchant ainsi le catalyseur de la campagne mondiale multiforme menée par la Thaïlande pour la conception et l'adoption du premier ensemble de règles spécifiques au monde sur le traitement équitable des femmes délinquantes. Au sein des forums multilatéraux, elle a été le fer de lance de la campagne "Améliorer la vie des femmes détenues" (ELFI), qui a permis d'obtenir un consensus international sur la mise à jour des normes établies par l'Ensemble de règles minima pour le traitement des détenus des Nations unies de 1995.

Sous son impulsion, la Thaïlande s'est imposée comme un acteur de premier plan dans le processus de rédaction de l'ONU, faisant avancer la cause multilatérale des droits des femmes détenues dans le monde entier. En seulement deux ans de lobbying politique et juridique rigoureux, les Règles des Nations unies pour le Traitement des Femmes Prisonnières et les Mesures Non-Carcérales pour les Femmes Délinquantes (Règles de Bangkok) ont été adoptées par la 65ème Assemblée Générale des Nations unies en 2010, marquant un changement de paradigme juridique au sein de la communauté internationale et intégrant les toutes premières normes des Nations unies sur le traitement des femmes détenues.

Avec les Règles de Bangkok, les femmes incarcérées ne sont plus les oubliées du monde. Avec des dispositions allant de l'interdiction de la punition par confinement étroit pour les mères qui allaitent, au soutien des soins de santé mentale et à la protection des personnes qui signalent des abus, les Règles de Bangkok ont établi un ensemble de normes concrètes auxquelles toutes les nations doivent adhérer. Bien que le travail se poursuive dans le monde entier, il est indiscutable que ces efforts ont eu un résultat tangible, inspirant et bénéficiant directement à la vie d'innombrables femmes et enfants à travers le monde.

Inspiré par les exemples donnés par la princesse, l'Institut thaïlandais de la justice (TIJ) continue d'intégrer les droits et la dignité des femmes dans la justice pénale et l'État de droit. Avec de la force et de la compassion, on peut trouver de l'espoir dans ses paroles : "Nous devons inculquer à nos enfants d'aujourd'hui les questions de genre afin de créer la prochaine génération d'hommes qui respectent les femmes. Mais surtout, nous devons inspirer ceux qui ont un passé douloureux à avoir le courage de vivre avec espoir."

En revisitant la citation de Mandela, peut-être qu'aujourd'hui, les nations - ou plutôt, le monde - peuvent être jugées sous un meilleur jour qu'hier. Dans ce monde de plus en plus globalisé, où la technologie numérique nous submerge quotidiennement de titres négatifs, peut-être que ce dont le monde a besoin, c'est d'un peu d'espoir et de plus de "Kamlangjai" ou d'inspiration du cœur.

\* \* \* \* \*



Le Dr. Phiset Sa-ardyen est le directeur exécutif de l'Institut thaïlandais de la justice (TIJ), qui se consacre à la promotion du système judiciaire thaïlandais, en affiliation avec l'UN-PNI. Le Dr. Sa-ardyen a commencé sa carrière en tant que conférencier à l'Université de Chulalongkorn et a ensuite rejoint le ministère de la Justice. Avant d'être nommé directeur exécutif du TIJ en février 2021, il a occupé des postes clés au sein du ministère de la justice, notamment ceux de directeur des affaires internationales, directeur des affaires juridiques et directeur du centre des technologies de l'information et de la communication.